

Contribution à la compréhension du contraste entre la croissance économique et la pauvreté de masse en République Démocratique du Congo

[Contribution to understanding the contrast between economic growth and mass poverty in the Democratic Republic of Congo]

MASAMBA FAMODE David¹, MATATA MAKALAMBA Patrick², and LIKWANDJANDJA MUPIRA Jean-Denis³

¹Chef de Travaux et Doctorant à l'Université de Mbandaka, RD Congo

²Professeur à l'Université de Kisangani, RD Congo

³Doctorant à l'Université de Kisangani, RD Congo

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: This article discusses the factors that explains and justify the glaring disparities between the evangelization of the notion of economic growth and mass poverty. This is to analyze clearly the arrangement of the system of extraction of the economic growth of the Democratic Republic of Congo (DRC). The results observed in relation to this issue revealed that the Congolese economy is plunged into a system that generally promotes the depreciation of the national currency, thereby maintaining macroeconomic imbalances at the root of recurrent instability. This leads to the mass poverty generated by multinational corporations, (advanced) DRC rulers, oligopoly countries (consumers of raw materials), IFIs and military-commercial groups.

KEYWORDS: Extraction system, economic growth, actors, channels.

RESUME: Il est question dans cet article de décrire les facteurs qui expliquent et justifient les disparités criantes existant entre l'évangélisation de la notion de la croissance économique et la pauvreté de masse. Il s'agit d'analyser clairement l'agencement du système d'extraction de la croissance économique de la République Démocratique du Congo (RDC). Les résultats observés par rapport à cette problématique ont révélé que l'économie congolaise est plongée dans un système qui reste généralement favorable à la dépréciation de la monnaie nationale, entretenant de ce fait des déséquilibres macroéconomiques à la base d'une instabilité récurrente. Ce qui conduit à la pauvreté de masse générée par des acteurs que sont des entreprises multinationales, des gouvernants (évolués) de la RDC, des pays oligopoles (consommateurs de matières premières), les Institutions Financières Internationales (IFI) et des groupes militaro-commerciaux.

MOTS-CLEFS: Système d'extraction, croissance économique, acteurs, canaux.

1 INTRODUCTION

La rupture entre la croissance économique et la pauvreté de masse en République Démocratique du Congo (RDC) demeure une gêne dans le processus de son développement. Cette situation ne fait que s'aggraver depuis une longue période. Pourtant, la théorie de l'économie de retombée stipule que la croissance devrait s'accompagner de la réduction de la pauvreté [1]-[2].

Les tenants de la théorie de compétition avancent que la pauvreté, générée du reste par le sous-développement, est la conséquence du caractère irrationnel des interventions étatiques dans la sphère économique. Pour cela, il est souvent question que le processus de développement dans les pays du sud soit généralement guidé par les grandes organisations financières mondiales. Ces dernières sont censées financer le développement, stabiliser les économies des pays en développement (PED), équilibrer les relations commerciales de manière que le creusement des inégalités puisse s'atténuer et que la thèse de la dépendance, souvent considérée comme vecteur de régression économique dans ces pays du sud, soit de plus en plus remise en cause.

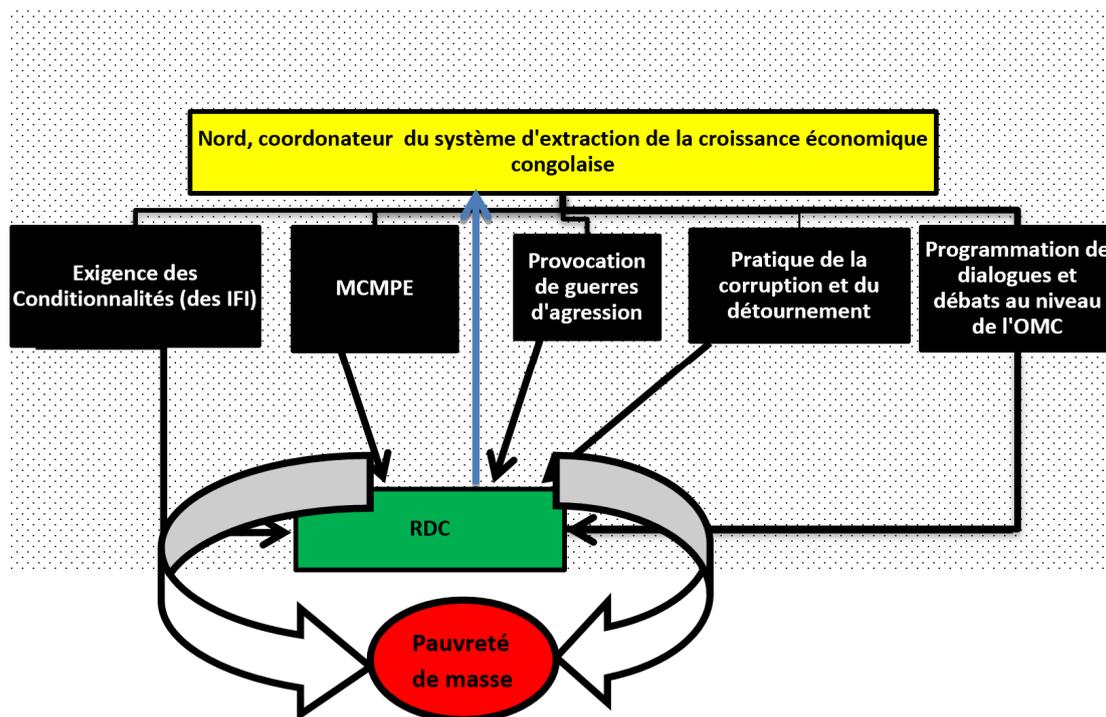
Cependant, la domination du centre rend difficile, voire impossible toute tentative de développement dans la périphérie. En effet, la théorie de la dépendance considère que la pauvreté (comme l'une des expressions du sous-développement) est une conséquence de cette domination et non un retard [3]-[4]-[5]-[6]. Il est soutenu même qu'il est impossible que les pays du Sud se développent sans se libérer des liens de dépendance entretenus avec le Nord, puisque le développement des pays du Nord repose sur le sous-développement de ceux du Sud [7]. Or, à cause du caractère inclusif de la mondialisation, il est envisagé qu'il faut remettre en question cette thèse bien ancrée dans la conscience collective africaine et qui, du reste, avance que l'africain (l'Afrique) serait internationalement convoité pour ses richesses.

La pensée néolibérale stipule que la liberté de commerce couplée de la démocratie, du respect de propriétés privées, bref, l'appropriation des valeurs libérales constitue une source de paix et de développement ou de progrès économique. Cette pensée semble ne pas suffisamment profiter à la RDC dont le processus de développement est guidé dans un contexte de règne tacite de l'extraction de la croissance qui caractérise la dépendance. En effet, l'incohérence entre la croissance économique et la pauvreté de masse en RDC témoigne de la présence d'un modèle d'extraction de la production. Ce dernier peut être un bloc d'acteurs coordonnés pour un même objectif. L'idée de leur coordination a transparu dans l'énoncé de la théorie de compétition qui stipule que le processus de développement est guidé par les grandes organisations financières (Banque Mondiale, Fond Monétaire International et Organisation Mondiale du Commerce). Ces dernières reçoivent leurs orientations des États puissants qui détiennent la plus grande part du pouvoir sur les moyens qui les font fonctionner. En cela, il y a lieu de croire que ce sont ces États puissants qui dirigent en réalité le processus de développement avec tous les enjeux considérés.

Comment le système d'extraction de la croissance économique demeure – t – il coordonné en RDC ? Qui en sont les acteurs et quels sont leurs procédés ? Quels sont les canaux d'extraction ? Quelles en sont les conséquences sur l'économie nationale ? Telles sont les questions auxquelles le présent article tente d'apporter des éléments de réponse en termes de contribution.

2 DE L'ORGANISATION DU SYSTEME D'EXTRACTION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONGOLAISE

Le système économique néolibéral international coordonné par les grandes puissances du monde est fondé sur des principes auxquels la RDC a adhéré. Dans ce système, les grandes organisations internationales constituent l'équipe d'arbitres qui veillent à l'application des différentes règles et restent chargées de la conciliation des antagonistes. Ainsi, plutôt que de favoriser l'effectivité de la croissance économique dans ce pays, le **système d'extraction de la croissance économique congolaise** forme un ensemble d'acteurs coordonnés, utilisant des procédés divers qui déclenchent des mécanismes dynamiques présidant à la fuite des capitaux nationaux. Le schéma ci-dessous en illustre l'agencement tel que le présent article le perçoit :



Légende : IFI (Institutions Financières Internationales), CMPE (Manipulation de Cours de Matières Premières d'Exportation), OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Ce schéma comporte des flèches en couleur noire qui représentent chacune, un procédé mené par au moins un acteur pour déclencher le mécanisme aboutissant à la fuite de la croissance économique à travers des canaux spécifiques. La flèche en couleur bleue montre la direction de la sortie de la croissance. Les procédés utilisés sont entre autres l'exigence des conditionnalités des IFI, la manipulation de cours des matières premières d'exportation, la provocation de guerres d'agression, la pratique de la corruption et du détournement, etc. Chacun des procédés reste utilisé par au moins un acteur en vue d'extraire au final la croissance économique. Dans ce schéma, le Nord considéré comme coordonnateur principal signifie l'ensemble d'États économiquement puissants qui se chargent de l'organisation dynamique du système à travers les acteurs, directs ou indirects, conscients ou inconscients, d'extraction de la croissance de la RDC. Au final, il est démontré que cet enjeu d'extraction donne lieu à la pauvreté de masse dont sont victimes les congolais.

Tout en se référant à l'idée de la compétition entre les nations et en s'appuyant sur la coopération internationale, il est évident que le rôle de rencontres internationales reste celui de garantir la paix et le développement des nations. Autrement dit, l'on peut justifier les rencontres de G7, du conseil de sécurité, des sommets des Nations-Unies comme des entrevues de conciliation des antagonistes du monde. Or, vers les années 70, les intérêts militaires, économiques et idéologiques qui débordaient des frontières avec une rapidité étourdissante constituaient déjà l'axe central de la coordination de la politique étrangère aux États-Unis (*sic*) [8]. Cependant, la coordination des acteurs de ce système demeure une réalité voilée par le slogan de la compétition et de la coopération. Cela signifie que ce sont les intérêts des grandes puissances économiques qui président les rencontres organisées par les grandes organisations.

Cela va de soi que ce système soit fondé sur une concurrence déséquilibrée. En effet, les grandes organisations en question sont souvent favorables aux orientations ou avis des États économiquement forts. C'est comme dans un match de football dont l'arbitre est payé par l'une des équipes adverses. Même le système de jeu des autres adversaires demeure déterminé par cette équipe-là, voire les joueurs adverses. Or dans une rivalité, chaque concurrent doit détenir le pouvoir de déterminer son système de jeu, choisir ses joueurs ou acteurs et fixer ses objectifs. Ce qui se passe depuis les années 1980 entre les pays de l'Afrique centrale en général (la RDC en particulier) et les États économiquement puissants est une rude concurrence. Celle-ci demeure enracinée sur ce système d'extraction de la croissance économique.

2.1 PROCÉDES ET CANAUX D'EXTRACTION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONGOLAISE

Lorsqu'on parle d'une extraction de la croissance économique congolaise, il y a lieu de penser tout d'abord aux procédés utilisés et aux canaux par lesquels cette croissance passe. En rapport avec cet article, les procédés sont les stratégies menées par les acteurs et les canaux sont les supports de passage de la croissance économique vers le Nord, alors coordonnateur du système.

Il est ainsi important d'analyser chaque procédé couplé d'un canal d'extraction de la croissance économique tel que décrit en RDC.

2.1.1 AUSTERITE BUDGETAIRE ET SERVICE DE DETTE

L'austérité budgétaire est une gestion rigoureuse de l'économie. Elle reste l'une des sous-conditions à la quelle la RDC est soumise presque dans toutes ses relations avec les IFI depuis les années 1980. Elle est caractérisée par la compression de la charge publique et des restrictions de certaines dépenses publiques. Son adoption a été justifiée par le souci d'éviter l'inflation. Pourtant, d'un point de vue macroéconomique, cela conduit à la baisse de la demande et à l'évacuation de toute politique sociale. En RDC, cette conditionnalité a réduit la capacité d'épargne des ménages qui n'existait presque plus. Le système bancaire est évacué de son contenu et paralysé. Par conséquent, la possibilité d'investissement interne demeure également réduite. Bien qu'elle a contribué à la stabilité macroéconomique, mais elle est restée une restriction quasiment déshumanisante, avec une moindre considération sociale. Ainsi, elle a entravé l'épargne des ménages et reste parmi les causes de la sous-bancarisation de l'économie.

Par conséquent, sur le plan endogène, l'économie n'a tourné qu'au ralenti. Et même sous le consensus post-Washington, le fameux système bancaire qui s'est installé reste composé essentiellement des banques des entreprises multinationales. Ces banques ont la vocation de gérer dans leurs comptes à l'étranger les recettes d'exportation, mais n'ont pas réussi jusqu'à la preuve du contraire à diminuer le taux de sous-bancarisation de l'économie congolaise. D'où, pour financer l'investissement, il a fallu s'endetter à l'extérieur. Ce qui a assuré par après, la sortie des devises à travers le service de dette. L'austérité budgétaire a conduit à un mécanisme ayant abouti à la détérioration de réserves de change dans une certaine mesure. Elle constitue un procédé d'extraction de la croissance économique à travers le service de dette.

On peut noter qu'au début des années 2000, la dette extérieure congolaise atteignait plus de 13 milliards de dollars. Plus de 70% de cette dernière était dus aux créanciers bilatéraux du Club de Paris, dont les deux tiers à cinq pays (États-Unis, France, Belgique, Allemagne et Italie). Les prêts étant libellés en monnaies étrangères, en général celles de pays créanciers [9], le remboursement a contribué à la fuite de devises. Cela a suscité la dépréciation de la monnaie nationale dans une certaine mesure. Cependant en RDC d'une part, même si les exportations augmentaient par l'effet de compétitivité-prix, le résultat serait limité sur le revenu étant donné que l'effet-prix défavorable a toujours dominé sur l'effet volume favorable. D'autre part, le déficit structurel et les faibles revenus qui en découlent contraignent le gouvernement à solliciter des nouveaux apports exceptionnels et à alimenter ce cercle pervers qui réduit fortement ses marges de manœuvres [10]. Et donc les conséquences macroéconomiques ne cessent de se manifester.

L'austérité budgétaire imposée par les IFI à la RDC a permis de gérer rigoureusement les finances publiques et d'éviter relativement l'inflation. Mais elle a demeuré la cause de multiples problèmes sociaux qui ont secoué le pays. Sa mise en application a même conduit à l'extraction de la croissance économique congolaise.

2.1.2 ÉLARGISSEMENT DE L'OUVERTURE ET IMPORTATIONS

Les importations sont d'une importance capitale dans la mesure où elles viennent s'ajouter à la production pour répondre à la demande domestique. En plus, dans beaucoup de cas, une économie nationale ne fournit pas tous les biens que la population demande. Ainsi par le biais des importations, certains biens non produits localement entrent sur le territoire pour satisfaire la demande domestique. Cependant, les importations peuvent constituer un canal d'extraction de la croissance économique lorsqu'elles violent les théories élémentaires du commerce international. C'est-à-dire qu'elles possèdent des effets excentriques qui dépendent non seulement de la conjoncture, mais aussi de la structure économique.

Depuis 1980, les IFI ont exigé à la RDC d'accroître davantage l'ouverture commerciale. Pourtant, c'est une mesure de politique économique qui ne devrait pas être dictée de l'extérieur. L'appareil productif congolais n'étant pas compétitif pour riposter aux effets des chocs endogènes récurrents notamment la hausse de la demande domestique, les importations se sont accrues durant toute la période sous étude. Il a été remarqué que la RDC a importé tous les biens de production et les biens de consommation finale tels que (tomates, riz, piment, cure-dents, huile de palme, farine de maïs etc.). Cet état de choses est

allé même à l'encontre des théories élémentaires de l'échange international qui stipulent que chaque pays peut se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il détient un avantage naturel (*sic*) [11]. En somme, l'ouverture commerciale censée conduire au progrès, appliquée en RDC dans un contexte d'une structure économique rudimentaire, a conduit aux effets bizarres sur le développement.

En fait, la sortie de devises par le biais des importations conduit à la détérioration de réserves de change. Ce qui mène, toutes choses étant égales par ailleurs, à la dépréciation de la monnaie nationale. Cette dernière peut servir à propulser les exportations à la hausse pour obtenir un effet positif sur le revenu national. Pourtant dans le contexte congolais, l'appareil productif demeure primitif et médiocre pour riposter aux opportunités étrangères. En outre, l'effet volume favorable domine sur l'effet-prix défavorable. De ce fait, la dépréciation reste nuisible au revenu national et l'élargissement de l'ouverture en RDC constitue dans cette condition un procédé d'extraction de la croissance économique par le biais des importations et non un procédé pouvant conduire au développement économique.

Dans cet élargissement d'ouverture, la plupart des produits sont exportés aux prix qui arrangent les importateurs étrangers, prix parfois inférieurs à la valeur réelle des marchandises exportées [12]. Et le pays importe aux prix écrasants. Une telle situation pouvait faire l'objet d'un débat franc au niveau de l'OMC. Malheureusement, dans de grands concerts internationaux, les délégués des régions sous-développées ne cessent pas de réclamer complètement l'ajustement des prix des biens industriels et la stabilisation de cours de matières premières. Toutefois, ces cris restent vains parce que l'on sait que ceux qui forment la majorité dans ces assemblées sont les artisans même de la situation anormale que vivent les pays sous-développés ou en développement [13]. L'OMC ne joue que le rôle de soulagement psychologique de revendicateurs de PED. Cette institution planifierait et exécuterait les manœuvres qui demeurent généralement favorables aux puissants qui en tirent plus des bénéfices tout en atténuant la colère de ceux qui sont défavorisés. Dans l'entre temps, les devises sont ravagées par ces importations et l'équilibre interne souvent mis en difficulté par l'évolution de cours des matières premières.

La RDC a demeuré sous les conditionnalités des IFI dans le cadre d'exécution du programme de stabilisation. Or, il a été trouvé que les conséquences de ces clauses ne sont que la pauvreté de masse et la misère [14]. Car, il a fallu renoncer aux avantages sociaux sous prétexte de restaurer les équilibres économiques pour s'attaquer aux investissements collectifs ou à tout ce qui assure l'entretien et la survie des populations [15]. En fait, l'État congolais ne pouvait pas seulement demeurer un bon élève du modèle du Fond Monétaire International (FMI) en termes d'ouverture et de réformes économiques. Elle devrait aussi et surtout protéger les couches populaires les plus défavorisées, les vulnérables et développer des services et de la protection sociale (*sic*) [16]. C'est-à-dire que le programme de stabilisation devrait s'accompagner d'une politique sociale adaptée aux effets pervers de l'idéologie néolibérale.

2.1.3 PROVOCATION DE GUERRES D'AGRESSION ET SERVICE DE DETTE

Le conflit n'est pas du tout mauvais dans la gestion de l'État puisqu'il permet aux dirigeants de s'évaluer à la lumière des points de désaccord soulevés par les antagonistes. Et cela peut induire sur leurs comportements en faveur du progrès économique et du développement. Cependant lorsqu'il prend une allure à conséquences graves et difficiles à gérer, il peut constituer un frein au développement. Car il peut paralyser les activités économiques et baisser le revenu national dans une certaine mesure voire bloquer le processus de développement.

L'État congolais venait d'engager des dépenses supplémentaires pour riposter aux attaques armées récurrentes. Les dépassements budgétaires y relatifs l'ont prédisposé à recourir aux sources gangréneuses notamment l'emprunt à l'extérieur et la planche à billet. Par exemple, les déficits budgétaires étaient devenus chroniques et avaient revêtu un caractère structurel financé par un recours excessif aux avances de la Banque Centrale du Congo (BCC). Il est noté par rapport à l'ensemble des dépenses publiques des taux de financement monétaire de 80% en 1994, de 50,48% en 1997, de 47,65% en 1999 et de 47,12% en 2000(*sic*) [17]. Or, en cas d'emprunt à l'extérieur, le niveau de la dette libellée en devises augmente et donc le fonctionnement de Service de Dette (SD) fait fuir les devises par la suite. Et en cas de recours à la planche à billet, la surliquidité conduit à la dépréciation de la monnaie nationale, surtout si les précautions ne sont pas prises. On l'a déjà dit, en RDC la faiblesse de la monnaie n'a aucun effet positif significatif sur la production nationale. Bien au contraire, elle rend vulnérable l'économie.

Pour preuve, criblé de dettes après une longue période de conflit armé, le pays a renoué ses relations avec les IFI et s'est fait passer pour un bon élève. Dans la décennie 2001-2010, le gouvernement a respecté ses engagements pour atteindre le 30 juin 2010, le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en obtenant un allègement significatif de sa dette extérieure [18]. La dette se paie en devises, ce qui, dans une certaine mesure, détériore les réserves de change et conduit à la dépréciation de la monnaie locale. Enfin, le SD constitue donc un canal d'extraction de la croissance.

En outre, en RDC, l'accès aux ressources naturelles n'est plus uniquement un enjeu géopolitique opposant les grandes puissances, les pays de la région jouant plus directement le jeu dans un circuit ouvert à une multitude d'acteurs, il devient également un enjeu sociopolitique et économique local générateur des tensions et des conflits entre les acteurs locaux, les conglomérats financiers et les milieux militaro-politiques [19]. En fait, le pillage économique du Congo est organisé par des réseaux militaro-commerciaux contrôlés par quelques individus situés dans les plus hautes sphères politiques, militaires, commerciales et financières de quelques pays africains notamment le Rwanda et l'Ouganda [20].

On peut soutenir que les mauvaises conditions sociales demeurent à la base des conflits armés et de la plupart de crises politiques en RDC. Cela donne l'impression que ce sont les couches les plus défavorisées qui se livrent aux actes de criminalité pour piller les ressources. Ce qui n'est pas cependant vrai, car c'est la domination des intérêts étrangers dans l'exploitation des ressources nationales qui reste l'une des formes de dépendance qui alimente dans beaucoup de pays africains l'instabilité et les conflits militaires [21]. La thèse de l'économie politique de prédation impulsée de l'extérieur demeure ici vérifiée [22].

Néanmoins, cela est nuancé par l'avis selon lequel, l'analyse de l'actuel conflit armé à l'Est de la RDC ne peut être déconnectée du long processus de désintégration politique de ce pays, référence faite à un contexte particulier, à savoir « *l'extrême faiblesse de l'État congolais* ». Celle-ci a produit, par manque de mécanismes liant ses citoyens à l'ordre social, des milliers de jeunes marginalisés, avec un faible support social et un très pauvre arrière-plan d'éducation pour qui la guerre devient un choix leur permettant d'avoir un emploi rémunérateur [23].

En définitive, la récurrence de la guerre en RDC n'est pas liée à l'objectif d'amélioration de la gouvernance. Elle est même moins liée à la désintégration politique et a demeuré un facteur de pillage, de fragilisation de l'économie et un procédé d'extraction de la croissance économique congolaise par le biais de SD.

2.1.4 ÉPARGNE, PLACEMENT ET INVESTISSEMENTS APPAUVRISANTS (EPIA)

Dans un monde caractérisé par la globalisation financière, il n'est pas interdit aux leaders nationaux d'épargner, de placer et d'investir à l'étranger. Car cela peut conduire à la rentrée des intérêts ou profits en devises et contribuer ainsi à l'amélioration de la balance des paiements. Mais ces actes peuvent constituer un canal de fuite de capitaux, ne rendant aucun service à l'économie nationale lorsqu'ils ne sont pas réalisés en fonction des évolutions des instruments économiques et que les profits ou intérêts y relatifs ne reviennent pas au pays. Encore qu'ils se font en devises et contribuent dans une certaine mesure à la détérioration de réserves de change, à un faible niveau d'épargne interne et, par ricochet, à un faible niveau d'investissement domestique. Pourtant, sans ce dernier, le produit national reste faible et la pauvreté est conséquente, toutes choses étant égales par ailleurs.

En RDC, les gouvernants (leaders) épargneraient, placeraient et investiraient à l'étranger. Les intérêts ou profits y correspondants ne rentrent pas au pays. Ces actes revêtent un caractère appauvrissant et constitue un canal d'extraction de la croissance économique. Le gouvernement congolais avait discuté une épargne appartenant à la famille de l'ex-Président de la RDC à l'époque "Zaire" en 2007 (dont le montant serait presque le double de celui des prévisions budgétaires à cette époque. Aux termes du Rapport publié par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), la fortune amassée par Mobutu était de 5 à 6 milliards de dollars équivalant au Prix Intérieur Brut (PIB) du pays à cette période [24]. Ces chiffres, qui ne tiennent pas compte des détournements opérés par les proches de ce dernier, ne donnent qu'un aperçu de l'ampleur de la corruption. A en croire ce même Rapport, le pillage des richesses des pays du Sud s'est opéré avec la complicité ou à l'initiative des gouvernements et des entreprises du Nord.

Ainsi, la RDC perd chaque année au moins 15 milliards de dollars du fait de la corruption et du détournement des fonds publics [25]. La gravité de cette situation relève de toutes les mauvaises habitudes de hauts fonctionnaires et mandataires de l'État. Ils extorquent les ressources financières du pays et les épargnent souvent au Nord. Ce qui conduit à la détérioration de réserves de change dans une certaine mesure. Cette façon d'agir par les quelques nantis nationaux (leaders) appauvrit le pays. Pourtant, le leadership africain congolais devrait faire face aux autres leaderships mondiaux dans tous les domaines qui concernent l'amélioration des conditions de vie des hommes [26]. Fâcheusement, les évolués (leaders congolais), ont copié les habitudes de la gouvernance coloniale. Ils demeurent dominateurs, dictateurs, intolérants et pilleurs de ressources. C'est-à-dire que les héritages précoloniaux, coloniaux et postcoloniaux expliquent en profondeur la crise actuelle [27].

Au regard de cette situation, on se trouve dans une sorte de néocolonisation. En somme, au lieu que les épargnes, les placements et les investissements de leaders congolais à l'étranger provoquent des rentrées de fonds en devises pour améliorer la balance des paiements et contribuer à l'équilibre macroéconomique, ils ont par contre été à la base de fuite de capitaux et enfin à la base de la dépréciation de la monnaie nationale dans une certaine mesure.

Ces différentes composantes du système d'extraction de la croissance économique qui viennent d'être présentées ci-haut sont animées par des acteurs tels que décrits par la section suivante.

2.2 ACTEURS D'EXTRACTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LEURS PROCEDES

Dans le contexte de cette étude, n'est considéré comme acteur d'extraction de la croissance économique que l'institution ou groupe d'individus œuvrant seul ou en conjonction avec d'autres pour déclencher au moins un processus par n'importe quel procédé aboutissant à la sortie de devises de nature à détériorer les réserves de change. On peut identifier quelques-uns dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1. Des acteurs, procédés, canaux, conséquences macroéconomiques

Acteurs	Procédés	Canaux	Conséquences
Groupes militaro-commerciaux	Guerre d'agression MCMPE	Importations	Baisse de production Déséquilibre budgétaire Déséquilibre extérieur
FMI, BM et OMC	Conditionnalités Dialogue et débat (OMC)	SD AB Importations	Déséquilibre budgétaire Déséquilibre extérieur
Évolués (Gouvernants)	Corruption Détournements	EPIA	Inflation

Comme le tableau l'indique, cet article se limite à présenter trois groupes d'acteurs considérés comme principaux dans la catalyse du système d'extraction de croissance économique en RDC.

2.2.1 GROUPES MILITARO-COMMERCIAUX

Un groupe militaro-commercial peut se définir comme une équipe d'acteurs composée des entreprises multinationales, des États et des individus qui œuvrent en conjonction dans une zone donnée en vue d'obtenir des ressources à moindre coût en utilisant des procédés abusifs et en occasionnant des activités commerciales liées à leurs opérations. Un tel groupe peut être considéré comme un acteur d'extraction de la croissance économique dans le sens où ses actions occasionnent au moins un processus aboutissant à la fuite de devises.

L'existence de ces groupes aujourd'hui renverse l'idée d'Esambert selon laquelle la conquête des marchés et des technologies a pris la place des anciennes conquêtes territoriales et coloniales [28]. Elle contredit également la pensée néolibérale selon laquelle la concurrence conduit à la paix et au développement. Pour preuve, à l'est de la RDC, les entreprises multinationales en complicité avec des États frontaliers notamment le Rwanda et l'Ouganda ont financé des groupes armés dans les cibles de matières premières surtout le coltan, l'or et le diamant. Le Rwanda a même élaboré un budget annexe pour financer les actions de ces groupes et l'Ouganda a augmenté ses dépenses militaires pour le même objectif [29].

Par conséquent, la valeur ajoutée totale du diamant, de l'or et du coltan réexporté ou pillé en RDC par le Rwanda était de 476,6 millions de USD et de 106,4 millions de USD pour l'Ouganda, rien que pour la période allant de 1999 à 2000 [30]. Ces chiffres ont avoisiné ceux de Timothy (2006) qui vont de 112,8 à 190 millions pour le Rwanda et 147 millions de USD pour l'Ouganda pour la même période. Cette situation a corroboré l'avis selon lequel les activités commerciales de l'armée ougandaise (UPDF) dans le secteur aurifère ont expliqué pourquoi les exportations d'or de l'Ouganda ont augmenté au point d'excéder la capacité nationale de l'or [31]. La provocation de guerres d'agression devient ainsi un moyen d'exploitation pour ces deux pays voisins qui demeurent considérés comme acteurs au sein du système en question.

2.2.2 INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES (IFI : BM, FMI)

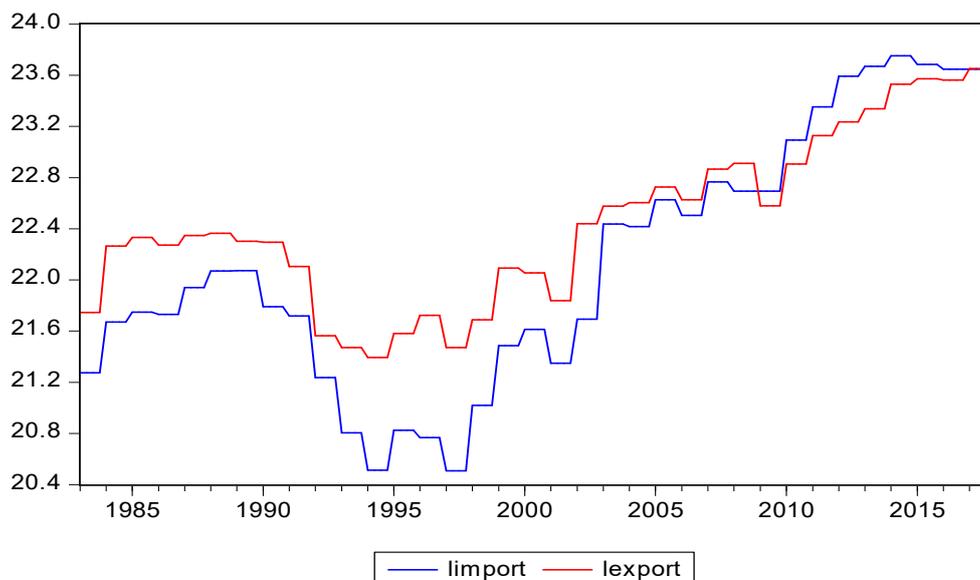
Selon la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED)[32], après plus de dix ans de réformes libérales dans les pays en développement, leurs difficultés de paiement qui avaient conduit à repenser les orientations n'ont rien perdu de leur acuité et leur économie est plus tributaire que jamais du financement extérieur pour parvenir à un taux de croissance permettant de s'attaquer aux problèmes profondément ancrés de la pauvreté et du sous-

développement. Alors, quel que soit le virage vers le consensus post-Washington, il n’y a pas grand-chose. Bien au contraire, la régression économique s’est accélérée. D’où, la thèse d’un mentor corrompu du processus de développement peut s’émettre. Ci-haut, il est souligné que les contributions des États économiquement puissants en rivalité avec les pays pauvres, dans les capitaux qui font fonctionner ces organisations, sont déterminantes et que leur pilotage peut s’orienter en fonction des avis de ceux qui leur donnent plus des moyens. Pour preuve, les politiques qu’elles ont dictées à la RDC n’ont accouché que des échecs et la régression économique reste d’actualité. En tout, on comprend que le procédé des IFI demeure dans une ambiguïté qui fait croire qu’elles demeurent parmi les acteurs d’extraction de la croissance économique.

En effet, le procédé macroéconomique des IFI reste centré sur les conditionnalités (l’austérité budgétaire, l’élargissement de l’ouverture, la démocratisation *etc.*). Le respect de ces dernières demeure présenté à la RDC comme voie de salut. Pourtant, elles ont des conséquences économiques et sociales graves. Il a d’ailleurs été trouvé que les conséquences de ces clauses ne sont que la pauvreté de masse et la misère [32]. Car, il a fallu renoncer aux avantages sociaux sous prétexte de restaurer les équilibres économiques pour s’attaquer aux investissements collectifs ou à tout ce qui assure l’entretien et la survie des populations. La liquidation physique d’un grand nombre de personnes s’est opérée sous la couverture de cette idéologie libérale [33]. Pour attester cela, Mussa cité par Sindayigaya [34], déclarait que les programmes du FMI sont comme des médicaments dont certains ont des effets secondaires désastreux. Cela veut dire que ces programmes constituent un appât à poison qui justifie leur caractère ambivalent.

En considérant l’austérité budgétaire par exemple, elle peut conduire à la baisse de la demande globale (d’un point de vue keynésien) et induire sur les investissements et par conséquent le revenu national. Pour preuve, l’austérité budgétaire a induit sur la demande de produits agricoles en termes de baisse. Cela a découragé les producteurs agricoles qui ont rétréci leurs capacités de production à l’autoconsommation. L’insécurité alimentaire est loin d’être atténuée bien au contraire ; la situation paraît encore grave. Car, le nombre de personnes sous-alimentées en RDC est passé pour la période 1990-92 de 11,4 millions à 43,9 millions en 2004-2006, et ce pour une population estimée à environ 40 millions d’habitants en 1990-92 et à environ 59 millions d’habitants en 2004-2006 [35]. Par ailleurs, les produits alimentaires de base importés et vendus aux citoyens congolais sont de plus en plus chers, sans que cela incite véritablement les producteurs locaux [36]. Cela a conduit à la sortie des devises de nature à détériorer les réserves de change. En d’autres termes, l’austérité budgétaire constitue l’une des facettes de procédé d’extraction de la croissance économique congolaise.

S’agissant de l’ouverture, son élargissement que ces institutions ont dicté aux PED en général et à la RDC en particulier a provoqué un processus de sortie intense des devises. Et cela par le biais des importations, car un grand nombre d’exportations passent par les banques privées qui gardent dans leurs comptes à l’étranger toutes les recettes en devises pour financer les importations [37]. Ce qui ne peut conduire qu’à la détérioration de réserves de change et à un déséquilibre externe. Les résultats ci-dessous témoignent comment les recettes d’exportations servent essentiellement à financer les importations.



Dependent Variable : LIMPORT

Method: Least Squares

Date : 10/24/19 Time : 09:41

Sample:1983Q12017Q4

Included observations : 140

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEXPOR	1.002106	0.000997	1004.800	0.0000
LTO	0.478580	0.022534	21.23777	0.0000
R-squared	0.966074	Mean dependent var		22.12646
Adjusted R-squared	0.965828	S.D. dependent var		0.986688
S.E. of regression	0.182395	Akaike info criterion		-0.551098
Sum squared resid	4.590989	Schwarz criterion		-0.509075
Log likelihood	40.57689	Hannan-Quinn criter.		-0.534021
Durbin-Watson stat	0.264626			

Il est globalement montré que les exportations et l'ouverture expliquent la variation des importations et que les recettes d'exportations les ont essentiellement financées. Voilà pourquoi dans le graphique ci-haut, elles se sont comportées avec une grande similarité. Cela signifie que l'élargissement de l'ouverture contribue dans une certaine mesure à la fuite de capitaux par le biais des importations en RDC. Et surtout que ces dernières demeurent composées de beaucoup plus de biens de consommation (denrées alimentaires importées) que de biens d'investissement. Cette situation reste problématique et l'OMC devrait en faire un défi à relever dans le processus de développement des pays fournisseurs des matières premières en général et la RDC en particulier.

2.2.3 ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

Comme l'une des grandes organisations qui guident le processus de développement, l'OMC gère les discussions entre les pays pauvres revendicateurs et les pays développés. Dans ce cadre, elle peut conduire un pays au développement lorsque la gestion du débat tourne en faveur du pays concerné et si les conclusions trouvées s'appliquent réellement dans le système du commerce international. Or, le code d'éthique qu'elle édicte n'est pas appliqué équitablement étant donné que les pays membres ne sont pas logés à la même enseigne [38]. Ce qui renvoie à douter de la clarté de son rôle.

Dans les années 2010, les pays de NEPAD ont réclamé la suppression des subventions sur la production agricole dans les pays du Nord, mais ces revendications ont demeuré sans succès. Cette façon d'endormir les revendicateurs des pays sous-développés, entre autres la RDC, conduit à garantir des importations en faveur des pays du Nord. Elle joue donc le rôle de soulagement psychologique pour assurer l'inégalité de commerce international dont la RDC reste l'un des grands perdants. Cela veut dire que la conduite du système de commerce international reste dominée d'une ambiguïté qui fait redouter le rôle même de l'OMC.

2.2.4 GOUVERNANTS CONGOLAIS (ÉVOLUÉS)

« Le professeur Richard H. Kviator de la Harvard Business School, à Boston aux Usa écrivait ceci : Les pays, pour se développer, sont en compétition. Et cela est une des modalités de la mondialisation. Ils se concurrencent pour obtenir des marchés, pour accéder à la technologie, aux compétences et à l'investissement international. Les pays se concurrencent pour obtenir le plus de croissance économique et pour améliorer le niveau de vie de leurs populations. Dans cet environnement de compétition, ce sont les gouvernements qui invariablement, partout et toujours, procurent les avantages qui font la différence entre les entreprises : une épargne en grande quantité, des taux d'intérêt faibles pour stimuler l'investissement, des droits de propriété non dilués, des règles de bonne gouvernance et une main d'œuvre disponible et technologiquement motivée, un taux d'inflation faible et des possibilités d'expansion rapide du marché intérieur » [39].

Le concept "gouvernement" utilisé dans cet extrait désigne l'ensemble d'individus (gouvernants) qui ont la responsabilité d'administrer un État. Et ce qui peut être corrélé à l'évolution du développement demeure l'ensemble de leurs comportements.

Mais, les gouvernants congolais ont souffert des séquelles de la gouvernance coloniale d'une part et des faiblesses liées à leur propre culture d'autre part. Il s'agit de leur tendance à épargner, placer et investir à l'étranger en devises comme faisaient les colonisateurs. On précise qu'ils ne sont pas incités dans ce cas, par les instruments économiques comme le taux d'intérêt, le taux de rentabilité, etc. Voilà pourquoi ils font partie d'acteurs du système d'extraction de la croissance économique congolaise. En outre, ils ont brillé par des antivaleurs qui ne leur ont pas permis de jouer leur rôle fondamental dans le développement technologique, industriel, économique, socioculturel et politique pour l'amélioration des conditions de vie quotidienne en RDC.

Il est évident de considérer que les comportements des leaders dans le contexte actuel de la mondialisation sont cruciaux, alors des enjeux importants, dans le processus de développement d'un pays. En défaut de ceci, ils constituent des goulots d'étranglement notoires dans cette évolution

3 CONSÉQUENCES MACROÉCONOMIQUES

L'extraction de la croissance économique passe par les canaux identifiés ci-haut suite à l'utilisation des procédés aussi mis en évidence. Ce qui détériore les réserves de change conduisant ainsi à la dépréciation de la monnaie nationale et par conséquent aux déséquilibres extérieur, interne (budgétaire), à la baisse du pouvoir d'achat suite à l'inflation. Et par-dessus tout à la pauvreté de masse. Il sied de rappeler que la dépréciation demeure nuisible au revenu national, car elle ne stimule pas les exportations dans le contexte congolais où l'effet-prix défavorable demeure toujours dominant sur l'effet-volume favorable.

En outre, l'appareil productif congolais demeure moins compétitif et reste dans l'impossibilité de saisir les opportunités étrangères liées au commerce international. Alors, partant de l'identification de ces canaux, on peut dégager la formalisation suivante :

$$Ti = G + TO + SD + EPIA + \varepsilon$$

(où Ti : Taux d'inflation, G : Guerre, EO : Taux d'ouverture, SD : service de la dette, $EPIA$: épargne, placement et investissement appauvrissants et ε : une variable aléatoire comportant tous les autres phénomènes influençant l'inflation).

Le taux d'inflation de l'économie congolaise demeure fonction de la guerre car elle oblige des dépenses en devises, du taux d'ouverture qui occasionne des importations en devises, de service de dette car le remboursement se fait en devises, de l'épargne, placement et investissement appauvrissants qui se font en devises et enfin des autres phénomènes. Toutes ces variables peuvent influencer le taux d'inflation. Ce qui vulnérabilise l'économie dans la compétition internationale.

Les avis de socialistes radicaux, de néo-keynésiens et de néoclassique keynésienne sur l'inflation ne sont pas totalement corroborés par ce qui est repéré dans cet article. La fonction établie conduit à l'idée selon laquelle dans la dépendance, tant que les guerres d'agression, l'élargissement de l'ouverture, le service des dettes, enfin l'épargne, le placement et l'investissement appauvrissants demeureront en vigueur en RDC, les déséquilibres externe-interne vont alimenter l'inflation. Car ils témoignent de la sortie de devises de nature à détériorer les réserves de change. L'inflation chronique conduira à la baisse du pouvoir d'achat de la population. Couplée des effets de l'austérité budgétaire, la pauvreté de masse continuerait à demeurer la règle en contraste avec la croissance économique en RDC.

4 CONCLUSION

L'objectif de cette recherche était de contribuer à la compréhension de divorce entre la croissance économique et la pauvreté de masse en RDC. Par l'analyse du système d'extraction de la croissance économique congolaise, les résultats ont montré que l'économie congolaise se baigne dans un dispositif d'extraction de sa croissance. Ce dispositif est un système qui fonctionne avec des acteurs que sont des entreprises multinationales, des gouvernants (évolués) de la RDC, des pays oligopoles (consommateurs de matières premières), les IFI et des groupes militaro-commerciaux. Ces derniers ont véhiculé des chocs récurrents sous des formes diverses qui ont entraîné le processus de la fuite de devises à travers des canaux précis. La dépréciation de la monnaie nationale y afférente a entretenu des déséquilibres macroéconomiques à la base d'une instabilité récurrente. Cette dernière explique la pauvreté de masse en RDC dans une certaine mesure, quel que soit le niveau de la croissance considéré.

Ainsi, la nécessité d'une révolution culturelle au sein de la classe gouvernante s'impose. Ce qui permettra que le pays soit doté d'une classe de leaders dépouillés des mauvaises habitudes coloniales. Les mesures sécuritaires doivent être adaptées à la situation. Les décideurs doivent adopter une diplomatie répressive vis-à-vis de pays frontaliers impliqués dans les guerres

d'agression dès qu'une négociation douce échoue. Le pays doit conjuguer des efforts pour réduire la capacité d'endettement en vue d'éviter de patauger dans le cercle de dette-paiement-dette. Le pays doit être hautement prudent d'adopter les conditionnalités des IFI. Les décideurs doivent chercher à se débarrasser de l'austérité budgétaire et adapter le degré d'ouverture aux réalités internes de l'économie sans recourir aux procédés protectionnistes. En fait, au regard de raccommodage permanent des relations de dépendance par les pays du Nord, elles demeurent loin de s'arrêter ou de se rompre. Il appartient à la RDC d'ajuster ses politiques de développement en fonction de son évolution.

Par ailleurs, la pauvreté étant considéré comme un état d'équilibre, qui tend inexorablement à se perpétuer et engendre chez ceux qui y sont enfermés l'attitude profondément rationnelle d'ajustement à l'inévitable (ce que Galbraith appelle l'accommodation), il n'y a lieu de rompre avec cette accommodation qu'avec l'exode, individuel ou collectif, volontaire ou forcé, d'une fraction substantielle de la population hors du monde de la pauvreté [40].

REFERENCES

- [1] Dollar D. et Kraay A., « Echanges, croissance et pauvreté », *Finances et Développement*, septembre 2001, pp. 16 - 19.
- [2] Sapir J., « La grande désillusion, Joseph E. Stiglitz, Paris, Fayard, 2002 », *L'année de la régulation*, N°6 (2002-2003), 2002, pp. 389-395.
- [3] Baran P., *The Political Economy of Underdevelopment*, Manchester School, 1952.
- [4] Amin S., « Sous-développement et dépendance en Afrique noire : les origines historiques et les formes contemporaines », *Revue Tiers Monde*, 1972, pp. 753-778.
- [5] Frank, A. G., *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Paris, 1977.
- [6] Wallerstein I., *Les Inégalités entre les États dans le système international : origines et perspectives*, Centre québécois des relations internationales, 1975.
- [7] <https://fr.wikipedia.org>
- [8] Mangone G.J., « La politique étrangère des États-Unis et des Nations-Unies », *Pouvoir et liberté*, New York, éd., basic Books, 1974, pp. 273-278
- [9] Mokonda F., *Initiation à la politique économique*, Ed. MES, Kinshasa, 2016.
- [10] Zacharie A., « Dette et développement : Les défis du financement du développement en RDC », *Conférence du CRE-AC – 22 février, 2008*.
- [11] Matata M., La République Démocratique du Congo face aux objectifs du millénaire pour le développement. Quelle approche pour développer le pays ?, (Sous la direction de) BONGOY Yvon, *Contribution à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en République Démocratique du Congo. Rôle de la compétitivité dans le processus de développement*, éd. Universitaires Africaines, Kinshasa, 2012.
- [12] Yawidi J.-C., *Procès de la société congolaise*, Éd. Mabiki, 2008, Bruxelles.
- [13] Bakumanya B.-M., « Snel: gros risque de rater le marché sud africain », *Journal Le Potentiel*, N° 4230, Kinshasa, 2008.
- [14] Sindayigaya J.-M., *La mondialisation : le nouvel esclavage de l'Afrique*, l'Harmattan, Paris, 2000.
- [15] Moussa Mohamed, *L'échec du développement en Afrique, une responsabilité à partager, le cas du mali (1960 - 1997)*, Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Québec, 2000.
- [16] Meillasoux cité par Kinghombe Wa Kinghombe C.B., « La réalité du génocide par la faim au Bushi (Sud-Kivu) », *Mouvements et Enjeux Sociaux*, Numéro Spécial, Décembre, 2003, pp. 3-22
- [17] Mabi Mulumba E., « Vingt cinq ans d'évolution de l'économie congolaise (1990 – 2015) », *Semaine de la Science et des Technologies*, Kinshasa, mardi 12 avril, 2016.
- [18] Idem.
- [19] Kabamba Félicien, « Conflits armés et exploitation forestière en République Démocratique du Congo (RDC) : Pour une action environnementale régionalement intégrée », *Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans la région des grands lacs*, 2017, pp. 237-270.
- [20] Marysse S. and Catherine A., 2001, « Guerre et pillage économique en République Démocratique du Congo », *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2000-2001, pp. 307-32.
- [21] Mureha F.-X. et Idrissa Mohamed Ouedraogo, *Interdépendance économique et paix dans la région des Grands Lacs africains*, *Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans la région des grands lacs*, 2017, pp. 185-208
- [22] Kankwenda M., *L'économie politique de la prédation au Congo Kinshasa. Des origines à nos jours, 1885- 2003*, ICREDES, Kinshasa-Montréal-Washington, 2005.
- [23] Ministère du plan, *Analyse participative de la pauvreté en République Démocratique du Congo*, Rapport, Kinshasa, Décembre 2005.

- [24] CCFD, *Biens mal acquis... profitent trop souvent. La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales*, Document de travail, Terre Solidaire, mars 2017, p. 5.
- [25] Déclaration de Luzolo Bambi, Conseiller Spécial de Chef de l'État en matière de bonne gouvernance, lutte contre la corruption et financement du terrorisme, 21/06/2018
Site de la Radio Okapi sur <https://www.radiookapi.net/2018/06/21/actualite/societe/la-rdc-perd-chaque-annee-15-milliards-usd-dans-les-detournements-des>
- [26] Koulibaly M., Leadership et Développement Africain les Défis, les Modèles et les Principes, *Discours prononcé à la clôture de la cérémonie commémorative du 10^{ème} anniversaire du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires – Côte d'Ivoire* Abidjan le 04 Avril 2008.
- [27] Hugon P., *L'économie de l'Afrique* Quatrième édition, Éditions La Découverte 9 bis, rue Abel-Hovelacque 75013, Paris, 2003.
- [28] Esambert B., *La guerre économique mondiale*, éd. Olivier Orban, 1991.
- [29] Marysse S. and Catherine A., 2001, Guerre et pillage économique en République Démocratique du Congo. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, pp. 307-32
- [30] Marysse S. and Catherine A., 2001, « Guerre et pillage économique en République Démocratique du Congo », *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, pp. 307-32.
- [31] Maindo A., «La républiquette de l'Ituri» en République démocratique du Congo : un Far West ougandais, *Politique africaine*, (1), 2003, pp. 181-192
- [32] Sindayigaya J.-M., 2000, *La mondialisation : le nouvel esclavage de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan.
- [33] Meillasoux cité par Kinghombe wa Kinghombe C.B., 2003, La réalité du génocide par la faim au Bushi (Sud-Kivu), *Mouvements et Enjeux Sociaux, Numéro Spécial, Décembre*, pp. 3-22
- [34] Mussa cité par Sindayigaya J.-M., *La mondialisation : le nouvel esclavage de l'Afrique*, l'Harmattan, Paris, 2000.
- [35] Lebailly P., Cinquante années de dépendance alimentaire en RDC : situation et perspectives, 2010.
- [36] Marysse S., Croissance cloisonnée : note sur l'extraversion économique en RDC, (sous la direction de) MarysseStefaan et Omasombo Jean, *Conjonctures congolaises 2014. Politiques territoires et ressources naturelles : changements et continuités*, n ° 86, Éditions L'Harmattan, Paris, 2015.
- [37] Salin P., *La tyrannie fiscale*, éd. Odile Jacob, Paris, 2014.
- [38] Mokonda F., *Initiation à la politique économique*, éd. MES, Kinshasa, 2016.
- [39] Koulibaly M., Leadership et Développement Africain les Défis, les Modèles et les Principes, *Discours prononcé à la clôture de la cérémonie commémorative du 10^{ème} anniversaire du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires – Côte d'Ivoire* Abidjan le 04 Avril 2008.
- [40] Galbraith J.K., *Théorie de la pauvreté de masse*, Gallimard, Paris, 1980.